



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Octobre 2020

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Projet ANR ARMY, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 15\)](#)

États-Unis, Éthique de la guerre, Relations internationales

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 18\)](#)



## [À VENIR \(p. 22\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### ÉQUIPE

L'IRSEM a accueilli en octobre deux nouveaux postdoctorants, Amélie Férey et Pierre Bourgois, qui ont rejoint respectivement les domaines « Défense et société » et « Espace euratlantique – Russie ».



[Amélie Férey](#) est chercheuse postdoctorale au Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI) et à l'IRSEM (domaine « Défense et société »). Ses recherches actuelles portent sur le lawfare et les guerres « douces » (*soft wars*) dans le contexte israélo-palestinien. Plus généralement, ses publications traitent

des thèmes suivants : l'éthique et le droit de la guerre, le contre-terrorisme, le conflit israélo-palestinien et ses représentations. Son livre *Les Assassinats ciblés. Critique du libéralisme armé*, issu de sa thèse, est paru aux éditions CNRS en juin 2019. Elle est enseignante à Sciences Po Paris, à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas et à l'Université Lyon III. Elle a également été chercheuse invitée au Centre français de recherche à Jérusalem (CNRS/MAE).



[Pierre Bourgois](#) est chercheur postdoctoral à l'Institut de recherche Montesquieu (IRM-CMRP) de l'Université de Bordeaux et à l'IRSEM, au sein du domaine « Espace euratlantique – Russie ». Docteur en science politique de l'Université de Bordeaux depuis novembre 2018, à la suite d'une thèse consacrée au lien entre la pensée de

Francis Fukuyama et l'idéologie néoconservatrice, ses recherches s'inscrivent principalement dans le domaine de la théorie politique, des relations internationales et de la sécurité internationale. Travaillant notamment sur la question du transhumanisme, il s'est récemment intéressé à sa dimension militaire et plus généralement à la thématique du soldat augmenté. Il a été à ce titre sélectionné par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), en 2019, pour être postdoctorant Relations internationales et stratégie – Programme « Ambassadeur » du ministère des Armées, afin de développer, au sein du Center for Global Peace and Conflict Studies (CGPACS) de l'University of California, Irvine, un projet de recherche portant sur la problématique du soldat augmenté aux États-Unis. Il s'intéresse désormais plus largement à l'enjeu stratégique du soldat augmenté pour les puissances démocratiques.

## DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



### Note de recherche n° 106 – 14 octobre.

« [L'Inde, la souveraineté et la Responsabilité de protéger](#) », par Raphaëlle KHAN, 12 p.

Le débat global autour du concept de la « Responsabilité de protéger » (R2P) est l'un des plus controversés de la dernière décennie dans le domaine de la sécurité internationale. Le fait que ce concept propose de redéfinir la norme de souveraineté au nom des droits de l'homme est au cœur de la controverse. La position réticente de l'Inde envers ce concept est considérée par de nombreux médias et analystes en Europe et aux États-Unis comme paradoxale, étant donné la nature démocratique de son régime. Cette note revient sur le rapport de l'Inde à la souveraineté dans le cadre de la R2P pour en évaluer la nature et analyser ce qui a changé depuis le cas de la Libye en 2011, première illustration concrète de l'utilisation du concept de la R2P pour légitimer une intervention.



### Breve stratégique n° 10 – 27 octobre.

« [Le Tadjikistan : une exception ?](#) », par le COL Stéphan SAMARAN, 2 p.

Le Tadjikistan semble échapper à l'actuelle vague de contestations post-électorales que connaissent d'autres pays de l'espace post-soviétique, comme la Biélorussie ou encore le Kirghizstan. En quoi ce pays d'Asie centrale, dont l'histoire est complexe et l'économie fragile, constitue-t-il une exception et quels facteurs pourraient en décider autrement ?



### Breve stratégique n° 11 – 29 octobre.

« [Du Pacific Fusion Centre à l'Indian Ocean Security Information Fusion Centre ?](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

Le projet de création du Pacific Fusion Centre, organisme de fusion des informations de sécurité au sens large dans l'espace couvert par le Forum des Îles du Pacifique (FIP) pourrait très bien être transposé dans le sud-ouest de l'océan Indien. Adossé à la Commission de l'océan Indien (COI), il couvrirait des questions de

sécurité globale, pas seulement d'intérêt maritime, avec le soutien de nos partenaires stratégiques indien et australien.



### Strategic Brief No. 11

« [From the Pacific Fusion Center to the Security Information Fusion Center in the Indian Ocean?](#) », by Nicolas REGAUD, 2 p.

*The plan to create the Pacific Fusion Center, a security information fusion body in the broad sense in the area covered by the Pacific Islands Forum (FIP), could very well be transposed in the southwest Indian Ocean. Backed by the Indian Ocean Commission (IOC), it would cover global security issues, not just maritime security, with the support of our Indian and Australian strategic partners.*

## LE COLLIMATEUR

### LE PODCAST DE L'IRSEM



### Épisode 74 – 6 octobre.

« [Dissiper les nuages noirs de l'épidémie, la grande stratégie sanitaire chinoise](#) », avec Alexandre JUBELIN et Antoine BONDAZ, 55 mn.

« Le Collimateur » se penche sur les conséquences stratégiques et diplomatiques de l'épidémie de Covid-19, notamment vis-à-vis de la Chine, grâce à Antoine Bondaz, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique.

Il revient, en compagnie d'Alexandre Jubelin, sur la chronologie du déclenchement de l'épidémie et de son internationalisation avant de dresser le bilan de la gestion du problème par Pékin et de décrire le rôle de l'armée chinoise. Ils analysent la manière dont la Chine se projette sur la scène internationale par l'aide sanitaire qu'elle fournit à l'étranger et s'intéressent aux questions de souveraineté stratégique que pose la dépendance des autres pays à la Chine pour certains produits sanitaires. Ils examinent ensuite la manière dont Pékin apporte son aide à des pays étrangers et la rend publique au sein d'une stratégie globale des Routes de la Soie. Ils terminent en établissant une liste des différentes cibles de la Chine dans le cadre d'une compétition d'influence globale.



**Épisode 75 – 13 octobre 2020.**

« [Mondes en guerre et guerres mondiales](#) », avec Alexandre JUBELIN et André LOEZ, 56 mn.

André Loez, historien et producteur du podcast « Paroles d'histoire » est l'invité du « Collimateur » pour parler de la sortie du troisième tome de *Mondes en guerre* consacré à la période 1870-1945 (Passés composés/Ministère des Armées), qu'il a dirigé.

En compagnie d'Alexandre Jubelin, ils évoquent d'abord la cohérence d'ensemble de la série *Mondes en guerre* puis celle de ce tome 3, avant de détailler les grandes dynamiques de cette époque marquée par les guerres mais obsédée par la paix, qui a vu une augmentation vertigineuse de la puissance de destruction aux grandes conséquences tactiques, la spécificité des guerres coloniales et la dimension « totale » de ces conflits. Enfin c'est la capacité à documenter la réalité de la guerre, et à passer au-delà des propagandes étatiques qui est analysée.



**Épisode 76 – 20 octobre 2020.**

« [Une guerre des drones ? Analyse du conflit au Haut-Karabagh](#) », avec Alexandre JUBELIN et Joseph HENROTIN, 58 mn.

« Le Collimateur » se tourne vers le Caucase et le récent conflit azéro-arménien en compagnie de Joseph Henrotin, rédacteur en chef du magazine *DSI*. Après avoir détaillé avec Alexandre Jubelin le hors-série n° 74 de *DSI*, consacré au salon Euronaval – et plus précisément sur ce qu'on sait du futur porte-avions de nouvelle génération mais aussi de l'affrontement gréco-turc qui se profile en Méditerranée orientale –, ils essaient de définir les grandes caractéristiques et de tirer les leçons du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh. Ils rappellent la géopolitique générale du conflit, puis reviennent sur les principales formes de ce conflit, notamment sur l'utilisation de drones contre lesquels les systèmes anti-drones semblent pour l'instant inefficaces. Ils abordent l'utilisation de missiles balistiques par les deux puissances, la présence de mercenaires étrangers et tentent de tirer un bilan provisoire du conflit.



**Épisode 77 – 27 octobre.**

« [D'Ouvéa au Scorpion](#) », avec le général DESTREMAU, directeur de l'IHEDN, et Alexandre JUBELIN, 1 h 22.

« Le Collimateur » reçoit le général de corps d'armée Destremau, directeur de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) et de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), pour parler de sa carrière et de ses fonctions actuelles.

Il explique les raisons de son engagement militaire, le choix des blindés de marine, puis ses souvenirs de la prise d'otages dans la grotte d'Ouvéa en 1988, où il a été retenu pendant 9 jours. Il évoque ensuite ses engagements dans les Balkans pendant les années 1990, en Côte d'Ivoire, puis son rôle dans la mise en place du programme Scorpion. Il décrit enfin ses fonctions actuelles à la tête de l'enseignement militaire supérieur, s'adressant à un double public, civil et militaire, puis la fonction de l'IHEDN, ses évolutions et de sa philosophie de sélection.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

## OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et Julian FERNANDEZ, *Les Opérations extérieures de la France*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Biblis », octobre 2020, 336 p.**

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, les opérations extérieures de la France (opex), c'est-à-dire les interventions de ses forces armées à l'étranger, se sont multipliées. Des milliers de soldats sont aujourd'hui déployés sur plusieurs théâtres extérieurs, notamment au Sahel et au Levant. Alors que ces opérations doivent faire face à des défis croissants dans une période d'intensification et de diversification des menaces, cet ouvrage fait le point sur le cadre d'intervention des opex et tire quelques leçons de retours d'expérience. Croisant des regards militaires et civils, théoriques et pratiques, dans une approche globale et pluridisciplinaire (histoire, droit, science politique, sociologie), il permet de mieux saisir cette dimension importante et pourtant méconnue de la politique étrangère de la France.



**Anne MUXEL & Olivier GALLAND (eds), *Radical Thought among the Young: A Survey of French Lycée Students*, tr. Peter Hamilton, Leyde, Brill, octobre 2020 [traduction de l'ouvrage *La Tentation radicale : enquête auprès des lycéens*, PUF, 2018], 232 p.**

*France experienced an unprecedented wave of terrorist attacks in 2015.*

*Following these tragic events, social science researchers felt the need to undertake new work to better understand the dynamics of this new radicalism. This book is the result of one of these attempts. A large quantitative and qualitative survey was conducted among French Lycée students in order to gather substantive information and propose an interpretation of the penetration of radical ideas, be they religious or political, among them. How widespread are these radical ideas? What are the main characteristics of youngsters who share them? Are there links between religious radicalism and political radicalism? How do young people feel about the 2015 terrorist attacks? How do young people use media and social media to keep abreast of and understand radical acts and opinions? Those are the main questions explored in this book.*

## PROJET ANR ARMY



**ARMY – Analyse de la gestion militaire de la crise du coronavirus.**

À paraître : Note de recherche « Covid-19 et mobilisation des

forces armées en Europe et aux États-Unis ».

L'équipe du projet de recherche ANR sur la mobilisation des forces armées dans la crise sanitaire va publier sa première note de recherche. Celle-ci analyse la spatialité de l'intervention militaire lors de l'opération « Résilience » en France et définit le cadre comparatif de l'emploi des forces armées en Europe et aux États-Unis. Pour chacun des pays concernés par la comparaison, une description du cadrage juridique, de la nature des missions et du dimensionnement des opérations militaires est proposée. Elle pose ainsi les bases des futures missions que l'équipe mènera dans les états-majors des différents pays concernés par le projet (Allemagne, Suisse, Italie, États-Unis).

Le programme de recherche, Site web : <https://anrarmy.hypotheses.org>

Adresse email : [anrarmy@sciencespo.fr](mailto:anrarmy@sciencespo.fr)

Twitter : [@ANR\\_Army](https://twitter.com/ANR_Army)

## ÉVÉNEMENTS

**30 septembre – 3 octobre : Séminaire IRSEM-CAPS sur la conflictualité hybride.**



Du 30 septembre au 3 octobre, l'IRSEM organisait avec le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du Quai d'Orsay et à l'initiative de l'ambassadeur Pierre Morel, un séminaire fermé intitulé « Autour de la guerre », sur la conflictualité hybride, à la Fondation des Treilles à Tourtour, dans le Var.

De l'annexion de la Crimée aux bombardements des installations pétrolières d'Aramco en Arabie saoudite, en passant par les attaques de tankers dans le golfe d'Oman,

les cyberattaques quotidiennes, les manipulations de l'information et les attaques terroristes perpétrées par des individus autoradicalisés, les affrontements de ces dernières années sont de plus en plus ambigus : les progrès technologiques (cyber, drones) rendent les actions moins attribuables, et leur nature (militaire ou civile) moins évidente. Ces actions, qui relèvent de la stratégie indirecte, restent intentionnellement en deçà du seuil de la guerre ouverte. Elles visent à provoquer surprise et sidération et, parce qu'elles peuvent être démenties (*deniability*), à handicaper la réponse et entraver la prise de décision. L'attaqué met parfois du temps à comprendre ce qui lui arrive, et peut ne jamais savoir avec certitude qui l'attaque, voire même qu'il est attaqué. De telles attaques tendent en outre à estomper encore davantage les distinctions entre temps de guerre et temps de paix, et entre sécurités extérieure et intérieure, créant d'importants défis pour des sociétés démocratiques et ouvertes (défis politiques, mais aussi capacitaires ou encore juridiques, avec des instruments et un corpus juridique non adaptés).

En même temps et à l'autre bout du spectre, la dissuasion nucléaire évolue. L'ambiguïté a toujours été nécessaire à la dissuasion, mais elle peut aussi être de nature à favoriser l'escalade, ou en tout cas des comportements agressifs et une forme d'instabilité stratégique. Cet usage déstabilisant de l'ambiguïté est aujourd'hui à l'œuvre dans un glissement de la dissuasion à travers une politique de signalement nucléaire construite et contribuant à la prévisibilité de l'escalade vers l'intimidation stratégique, qui s'observe par exemple au travers des manœuvres de bombardiers nucléaires russes ou, dans un autre registre, les tweets du président américain.



Cet ensemble constitue ce qu'il est convenu d'appeler la « guerre hybride », en ce qu'elle combine des actions militaires et non militaires, des moyens conventionnels et non conventionnels, émanant d'acteurs étatiques comme non étatiques. Sur le plan doctrinal, la notion de guerre hybride pose un problème de définition. Théorisée dans un article américain de 2005, elle s'est depuis largement répandue dans les milieux institutionnels, les doctrines nationales et à l'OTAN, mais elle reste contestée dans les milieux académiques, qui dénoncent sa trop grande extension et son caractère flou. Elle peut toutefois se révéler utile pour caractériser l'évolution du contexte stratégique. Dans quelle mesure peut-elle nous aider à comprendre les nouveaux visages de la guerre, mais aussi les difficultés à faire et consolider la paix ?

Ce séminaire réunissant une quinzaine de chercheurs et praticiens, provenant du ministère des Armées, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du ministère de l'Éducation nationale, du SGDSN, de l'Élysée, des think tanks et de l'université, ainsi que des militaires en retraite et d'active, s'est intéressé aux menaces hybrides qui caractérisent les conflits contemporains et en particulier à ce qui semble constituer leur spécificité : l'ambiguïté qu'elles génèrent. L'objectif était triple : mettre en évidence un problème, déterminer quel est le cadre conceptuel adapté pour le traiter et finalement réfléchir à une contre-stratégie en termes non seulement de résilience et de réponse – qui ne se limite pas aux acteurs et aux instruments de la politique extérieure – mais aussi de dissuasion.

**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**  
*Directeur*

**1<sup>er</sup>-2 octobre : Journée d'étude [en ligne] des Jeunes chercheurs de l'IRSEM : « La notion de "culture" et l'étude du fait guerrier ».**



La journée d'étude des jeunes chercheurs de l'IRSEM, intitulée « La notion de "culture" et l'étude du fait guerrier », s'est déroulée les matinées des 1<sup>er</sup> et 2 octobre, en visioconférence. Elle a engagé la participation de 21 communicants, doctorants, jeunes docteurs et chercheurs de diverses disciplines de sciences humaines et sociales. L'enjeu principal de cette discussion était d'étudier l'utilisation du concept de culture, dans le monde militaire au sens large, appliqué aux différentes aires régionales et à la croisée des disciplines et méthodologies.

En introduction de la journée, le professeur Jean-Vincent Holeindre a rappelé le biais méthodologique que peut traduire l'emploi de ce concept (causalisme culturel). Son approche intersubjective, sous l'angle de l'historicité, permet par exemple d'interroger l'opposition traditionnelle entre les modèles de guerre occidentale et orientale : d'un côté, une culture orientale qui serait fondée sur la ruse et l'évitement du combat frontal, et de l'autre, une culture occidentale fondée sur la force et le choc.

Le premier axe a donné lieu à une discussion riche, s'appuyant sur une approche plus conceptuelle, entre des chercheurs dont les travaux ont été divisés en deux panels. L'objectif était d'examiner la dichotomie oriental-occidental et la pertinence de cette dénomination en matière de culture stratégique. Cette division a permis de regrouper des sujets variés mais complémentaires, et a mis en avant certaines représentations qui influent sur les praticiens dans leurs façons d'élaborer des stratégies politico-militaires. Le premier panel a fait dialoguer les concepts d'*imamat* en Iran, d'*ethos* au sein de l'État islamique, et de martyr-combattant en Iran. Le second panel a exploré le rapport entre citoyen et soldat, ainsi que le processus de fabrication d'une culture stratégique

en France. Cet axe a mis en avant la domination de certains systèmes de croyances qui, appliqués au quotidien et à des modes d'entraînement, deviennent d'importants moyens pour structurer la manière de pensée, et peuvent se constituer et s'ériger en idéologie.

Le second axe qui portait sur les institutions et les cultures militaires dans le contexte français, a permis à la fois de changer d'échelle d'analyse et d'approfondir des cas plus concrets, comme la culture de corps dans la formation des forces spéciales mer, les soldats français pendant la guerre de Corée, l'ordre serré ou encore la formation d'une culture professionnelle de guerre lors de la Première Guerre mondiale. Cette problématique a été ensuite transposée au contexte colonial dans un second panel, avec comme cas d'étude le corps des surveillants militaires des établissements pénitentiaires de Guyane, les actions paramilitaires et administratives de l'armée française pendant la guerre d'Indochine, ou encore dans un contexte extra-européen, le cas des gendarmes de la police militaire brésilienne dont une partie se forme désormais à l'université. Cet axe a mis en lumière la prééminence d'éléments culturels nationaux dans les pratiques stratégiques et dans la formation des corps et des institutions militaires.

Le troisième axe s'est concentré sur la possibilité d'établir une genèse de la (des) tradition(s) militaire(s) et de la formation d'une culture de guerre chez les combattants irréguliers. Le premier panel, plus historique, composé de trois études de cas, nous a éclairés sur les problèmes posés par le modèle « culturaliste » et son essentialisation : la tradition militaire sous Constantin Monomaque, les guérilleros espagnols au XIX<sup>e</sup> siècle ou encore les armées musulmanes de l'émir Abd el-Kader. Enfin, une communication concernant la pensée de Jean Jaurès sur l'armée nouvelle et les milices populaires a clôturé ce panel. Le dernier panel, intitulé « Prendre les armes », s'est intéressé aux groupes armés et à l'investissement de la sphère militaire à des fins politiques. Il a permis de mesurer l'investissement contemporain des femmes dans ces formes irrégulières de combat, à partir de deux cas d'étude : les combattantes FARC et les femmes génocidaires durant la guerre du Rwanda. Enfin, l'étude des combattants de l'IRA et des pratiques de mobilisation politiques au sein du mouvement Azov ont permis de mettre en lumière les enjeux qui traversent ces groupes à la fois militants et militarisés.

Le professeur Thomas Lindemann a conclu la journée d'étude en rappelant que plusieurs défis restaient à relever. D'abord, dans l'opérationnalisation de la culture dans

les études stratégiques : comment repérer la culture dans les systèmes de croyance ? Ces systèmes sont-ils assez homogènes pour pouvoir être comparés ? Le second défi est de conceptualiser la culture de telle manière que l'on puisse avoir une idée de son impact sur la guerre, c'est-à-dire parvenir à distinguer les aspects culturels des aspects comportementaux. Enfin, il a été rappelé que les cultures stratégiques et leur représentation sont instrumentalisées pour susciter la crainte chez l'adversaire.

Il existe ainsi différents liens de causalité entre culture stratégique et culture militaire. Le choix du niveau d'analyse est déterminant pour contourner l'écueil consistant à comprendre la notion de culture de façon monolithique. Le professeur Lindemann a ainsi souligné qu'au niveau global, la meilleure manière d'évoquer la culture est de parler d'imaginaire, tandis qu'au niveau des institutions militaires, il semble pertinent d'interroger la façon dont la routine organisationnelle structure les pratiques stratégiques. Enfin, le troisième et dernier axe insiste sur la dimension forte et symbolique des armes. Celles-ci ne servent pas uniquement à faire la guerre au sens d'une activité technique rationnelle : les armes sont aussi un moyen de reconnaissance et d'affirmation d'une identité.

**Dimitri MINIC, Pierre LABRUNIE  
et Charza SHAHABUDDIN**

**13 octobre : Séminaire de recherche : « La sécurité maritime, les mers et les océans, nouveaux territoires des relations internationales et des études de sécurité ».**

Le séminaire de recherche interne de l'IRSEM du 13 octobre, organisé sous la direction de Jean-Vincent Holeindre, a été consacré à l'émergence de la notion de sécurité maritime et à son développement dans le champ des relations internationales et des études de sécurité. L'état du débat et de la littérature sur le sujet a été présenté par [Marianne Péron-Doise](#) et repris par Mélissa Levaillant avant d'être plus largement discuté par les chercheurs de l'IRSEM. Des échanges, il ressort que cette notion et son inscription dans le périmètre des travaux portant sur les relations internationales contemporaines sont un phénomène récent qui n'a été que partiellement pris en compte par les sciences sociales. Pourtant le domaine de la sécurité maritime constitue un objet d'études et de connaissances interdisciplinaires susceptible de retenir l'attention et d'être un domaine de recherche tant pour les politistes que pour les historiens, les anthropologues, les juristes, les économistes et bien d'autres disciplines. Le concept peut également s'éclairer par l'analyse de la mise en pratique de multiples acteurs, étatiques ou privés, ayant chacun une vision et une

compréhension très différentes de la sécurité maritime et opérant dans le cadre de processus de gouvernance ou de régime de sécurité variables.

Quelle que soit l'approche choisie, théorique ou pratique, il apparaît que la dimension maritime ainsi que le rôle de la mer et des océans dans les relations internationales constituent l'un des ajouts les plus récents sur l'agenda de la sécurité internationale. Le concept s'est notamment imposé à travers l'expansion du phénomène de piraterie du détroit de Malacca à la fin des années 1990 à celui de la piraterie somalienne au large de la Corne de l'Afrique dix ans plus tard. Par ailleurs, l'attention apportée à la pêche illégale a incité la communauté internationale à se pencher sur le développement de la criminalité en mer et aux multiples trafics aboutissant à déposséder nombre d'États côtiers, notamment en Afrique, des ressources liées à l'exploitation de leur domaine maritime ou « économie bleue ». C'est ainsi que la perception de nouvelles menaces provenant de la mer a poussé les États à mettre en œuvre des mécanismes de partage de l'information maritime innovant à partir de centres de fusion régionaux fonctionnant en réseaux, de l'océan Indien à l'Asie du Sud-Est. Par ailleurs, l'acuité des tensions sur les frontières maritimes en Asie et l'expansion navale chinoise qui les accompagne ont remis au goût du jour les thématiques de la puissance navale, du Seapower et des stratégies maritimes des États et des principales organisations régionales de sécurité dont l'Union européenne, l'OTAN ou l'Union africaine. Ces approches restent toutefois dominées par des logiques explicatives géopolitiques. La sécurité maritime est ainsi, la plupart du temps, convoquée pour illustrer la compétition de puissance entre les États-Unis et la Chine en mer de Chine du Sud, la rivalité stratégique entre puissances navales dans l'océan Indien ou en Arctique. Le paradoxe est qu'alors que le principe de liberté de navigation ou la référence à la notion de bon ordre en mer, *good order at sea*, qui tous deux sous-tendent la référence au concept d'Indo-Pacifique, sont constamment invoqués, l'agenda de la recherche sur la sécurité maritime reste sous-développé. Au-delà des stratégies et du jeu des acteurs maritimes, qu'ils soient étatiques ou privés, peu d'attention a été jusqu'ici accordée aux pratiques et aux mécanismes propres à la sécurité maritime. Pourtant ces derniers peuvent refléter à leur manière les changements qui affectent les relations internationales en révélant de nouveaux modèles d'interaction et de coopération dans cet environnement spécifique que constituent les mers et les océans.

**Marianne PÉRON-DOISE**  
*Chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes*

**14 octobre : Journée d'étude [en ligne] « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », organisée par le domaine « Défense et société ».**



À l'initiative du domaine « Défense et société » de l'IRSEM, une journée d'étude s'est tenue le 14 octobre sur le thème du « retour des terrains sensibles ». Il s'agissait d'explorer ce que « revenir » signifie tant au niveau des conditions de production des savoirs sur la guerre que dans l'expérience concrète du terrain vécue par les militaires, les journalistes et les chercheurs. C'est une réflexion à trois voix qui a été menée, à l'interface du monde civil et du monde militaire, pour évoquer une question peu mise en débat dont on sait pourtant qu'elle est centrale dans l'expérience de terrain en zones de conflits et de combats. Quatre tables rondes ont composé cette journée. Les deux tables rondes de la matinée ont été consacrées à la confrontation des expériences des militaires, des journalistes et des chercheurs. Les deux de l'après-midi ont porté sur des problématiques plus spécifiques, l'une sur les conditions de réception, d'instrumentalisation et de diffusion de la prise de parole sur les contextes militarisés, l'autre sur ceux qu'on laisse et ceux qui restent une fois rentrés.

Cette journée d'étude témoigne de l'intérêt d'une approche pluridisciplinaire et comparative de l'expérience du « terrain sensible ». Ce choix s'est avéré pertinent au regard de la richesse des échanges et des discussions qui en ont découlé.

Les journalistes, les militaires et les chercheurs sont confrontés sur le terrain dit « sensible » à différentes formes de violence (guerres, dictatures...). Il n'est pas simple de retrouver sa vie quotidienne au retour qui, selon les mots du journaliste Jean-Paul Mari, revient à « passer de la nuit au jour ». Inversement quand on quitte la France pour débarquer sur le terrain, on passe du jour à la nuit, du calme au chaos. Intervenir sur un terrain sensible

contraint à endosser des rôles, à apprendre à vivre avec le danger. Ainsi les journalistes et les chercheurs doivent-ils parfois rester discrets sur leur profession, ou même s'en inventer une, souvent cacher leurs véritables intentions.

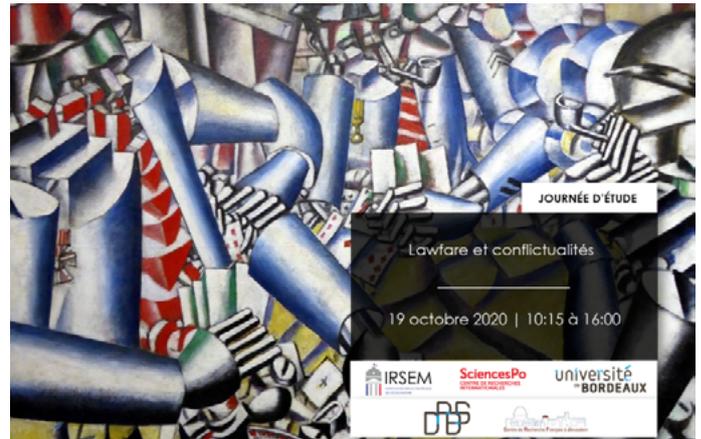
Plusieurs points communs rassemblent l'expérience des militaires, des journalistes et des chercheurs. La prégnance des émotions transparait dans tous les témoignages des intervenants. Le général Manet a évoqué ainsi la forte anxiété liée à la préparation du 6<sup>e</sup> REG à l'opération « Tempête du désert ». [Anne-Laure Mahé](#), pour sa part, a décrit l'inévitable empathie que le chercheur développe pour ses enquêtés. Car derrière l'expérience de terrain se cache une multitude d'interactions sociales. C'est là un autre point commun aux quatre tables rondes. Le chercheur, comme le journaliste ou le militaire d'ailleurs, s'intègre au sein d'un groupe d'individus et partage sur le terrain un ensemble d'expériences marquantes. Positives ou négatives ces dernières peuvent être vécues différemment. Cette ambivalence, le colonel Michel Goya l'aborde au prisme du traumatisme. Alors qu'une majorité de soldats échappent tout simplement aux traumatismes, d'autres sont profondément marqués par l'expérience guerrière. Militaires, journalistes et chercheurs font état d'un avant et d'un après le déploiement sur le terrain.

Par les RETEX (retour d'expérience), les reportages ou les publications, tous sont invités à retranscrire leur expérience du terrain sensible. Ironiquement, tous s'accordent également à dire que la guerre est une expérience intransmissible dans son intégralité. De plus, les expériences sont plurielles, si le militaire est théoriquement entraîné à partir sur le terrain (physiquement du moins), le journaliste doit souvent partir dans l'immédiat, sans avoir l'occasion de se préparer. Au contraire, le chercheur dispose de plus de temps pour mener son enquête. Pourtant, même le terrain d'un événement passé peut saisir le chercheur d'un phénomène « d'effraction de la violence », un brusque rappel à la réalité des faits étudiés qu'évoque Christian Ingrao, historien du nazisme et de la violence de guerre.

L'expérience du terrain sensible est donc une expérience plurielle et sans doute irremplaçable. Elle constitue un champ d'étude en elle-même que la teneur des quatre tables rondes structurant cette journée d'étude a permis d'approcher.

**François MERCIER et Julien VERSTRAETE**  
*Assistants de recherche*

**19 octobre 2020 : Journée d'étude [en ligne] « Lawfare et conflictualité », en partenariat avec le CERI et le CRFJ.**



Lundi 19 octobre 2020, une journée d'étude intitulée « Lawfare et conflictualités » a été organisée par l'IRSEM et l'Université de Bordeaux en partenariat avec le Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ). Elle s'est tenue dans la continuité de l'atelier exploratoire de l'Université de Bordeaux du 25 octobre 2019. La direction scientifique était assurée par le Dr Julien Ancelin, la Dr Amélie Férey et le Pr Sébastien-Yves Laurent. Elle avait pour objectif de répertorier et de discuter les enjeux de l'utilisation du droit dans les conflictualités tels que conceptualisés dans la littérature scientifique sur le lawfare. Cette journée permettra aux différents intervenants programmés de présenter une contribution écrite, qui pourra, une fois discutée, venir enrichir un numéro spécial de la revue *Raisons politiques*, éditée par les Presses de Sciences Po.

Le premier panel de la journée portait sur les enjeux de définition de cette notion et les ambiguïtés sémantiques dont elle souffre. Julien Ancelin, chercheur en programme post-doctoral à l'Université de Bordeaux, a proposé une analyse du lawfare comme élément de discours politique américain sur le droit international. Il a ensuite interrogé la notion au prisme de l'autonomie du droit par rapport à la politique, en montrant la tendance du lawfare à entretenir une confusion volontaire entre les deux sphères. Il a enfin été mis en avant les potentialités que la notion pourrait présenter dans un contexte d'analyse critique du droit international. Adrien Estève, doctorant au CERI, a discuté de l'utilisation de la notion par le secteur américain de la défense pour disqualifier les actions juridiques entreprises par des groupes militant pour l'environnement. Ces usages du droit de l'environnement s'inscrivent plutôt dans la continuité de pratiques contestataires préexistantes et ne justifient pas l'emploi de la catégorie analytique de lawfare. Enfin, Adrien Schu, maître de conférences à l'Université de Bordeaux, a déconstruit la notion de lawfare en relevant

ses contradictions dans au moins trois de ses acceptions, soit l'exploitation de l'adhésion des États occidentaux au droit international humanitaire ; la dénonciation publique de supposées violations du droit international humanitaire et la mise en œuvre du droit en vue d'une finalité donnée. Pour l'auteur, la notion souffre d'ambiguïtés conceptuelles telles que son intérêt heuristique n'est pas démontré.

Le deuxième panel visait à interroger les potentialités d'une politique étatique assumée de lawfare. Amélie Férey, chercheuse post-doctorale à l'IRSEM, a analysé l'utilisation du droit par l'armée israélienne, en lien avec la Cour suprême et les partenaires privés. Le contexte israélien permet de distinguer entre lawfare stratégique et tactique, et repose sur une forte intégration des initiatives menées par le département juridique de Tsahal, les institutions judiciaires nationales et les partenaires privés. Thomas Leclerc, maître de conférences à l'Université de Bretagne Occidentale, s'est livré à un exercice de projection stratégique en analysant les effets de politiques nationales de lawfare dans le domaine spatial. L'auteur conclut à une possible délégitimation de la règle de droit et à l'affaiblissement du cadre réglementaire dans ce domaine si des politiques de lawfare sont entreprises.

Le troisième panel était axé sur les enseignements de cas d'études nationaux. Carine Monteiro, doctorante à l'université Paris 2, a présenté le concept chinois de « guerre du droit » employé par la République populaire de Chine, en le replaçant dans la doctrine des « Trois Guerres ». Sa communication a souligné la distinction entre la pensée américaine du lawfare et celle existant dans l'espace intellectuel chinois. Mark Corcoral, doctorant au CERI, a démontré l'existence d'une politique étatique américaine de lawfare à partir de l'affaire Huawei. Les poursuites pénales engagées par l'État américain fournissent des ressources discursives à la campagne diplomatique américaine et facilitent l'activation d'autres leviers d'action, comme les contrôles à l'export. Cependant, cet emploi des contrôles à l'export peut nuire à certaines entreprises stratégiques américaines, notamment dans le secteur des semi-conducteurs. Enfin, Samantha Marro, doctorante à l'Université de Bordeaux, a examiné le lawfare en lien avec le concept de stigmatisation dans le contexte de l'annexion par la Russie de la Crimée. Pour l'auteure, cette pratique peut s'inscrire dans le cadre d'une stratégie mixte de réponse à la stigmatisation, en ce qu'elle permet de prendre de court les stigmatisants, ici les démocraties libérales, en utilisant leurs propres valeurs et actes contre eux.

**Amélie FÉREY**  
Postdoctorante

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



**Pierre BOURGOIS**

- Communication : avec John R. Emery, « Ethics and Strategic Consequences of Soldier Enhancement », 2020 American Political Science Association (APSA) Annual Meeting, « Democracy, Difference, and Destabilization », San Francisco, Californie (États-Unis),

10-13 septembre 2020.

- Communication : avec Daniel Brunstetter, « The Enhanced Soldier and the Ethics of Wars », International Studies Association (ISA) – West 2020 Conference, Californie (États-Unis), 27 et 28 septembre 2020.

- Communication : « The Neoconservative Vision in Foreign Policy », International Studies Association (ISA) – West 2020 Conference, Californie (États-Unis), 27 et 28 septembre 2020.



**Flavien BOURRAT**

- Article : « Les services de renseignement au Maghreb : un processus de normalisation complexe et inachevé », *Confluences Méditerranée*, « Jeux de pouvoir au Maghreb », n° 114, automne 2020.



**Camille BOUTRON**

- Intervention sur les enjeux sécuritaires des politiques d'égalité hommes-femmes dans l'élaboration des programmes d'accompagnement de retour à la vie civile d'anciens combattants, dans le cadre d'une formation donnée par l'Institut d'études politiques de l'Université Autonome de Bucaramanga aux fonctionnaires de l'Agence colombienne de réintégration et normalisation sur les questions de genre dans les programmes de démobilisation, désarmement et réintégration, 3 octobre 2020.

- Modératrice à la table ronde « Les militaires face au retour du combat » et intervention à la table ronde « Ceux qu'on laisse – ceux qui restent », visio-conférence « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », IRSEM, 14 octobre 2020.

- Participation à une table ronde portant sur les inégalités de genre et le trafic illégal des armes légères et de petits calibres (ALPC), Commission pour le Désarmement, 21 octobre 2020.



**Tiphaine de CHAMPCHESNEL**

- Présentation : « Le TNP et l'ordre nucléaire international », dans le cadre de la formation des attachés, IHEDN, École militaire, 8 octobre 2020.



**Paul CHARON**

- Participation au séminaire « Autour de la guerre », organisé par l'IRSEM et le CAPS. Deux interventions : « La guerre hybride de la République populaire de Chine » et « La guerre informationnelle chinoise : l'exemple de l'opération Infektion 2.0 », Fondation des Treilles, Tourtour, 30 septembre-3 octobre 2020.

- Intervention : « La Chine dans les relations internationales », dans le cadre de la préparation aux concours administratifs de l'IPAG, Paris, 5 octobre 2020.

- Intervention : « Évolutions des conflictualités : quelles reconfigurations stratégiques au XXI<sup>e</sup> siècle ? », dans le cadre du 1<sup>er</sup> cycle « Attachés du ministère des Armées », IHEDN, Paris, 5 octobre 2020.

- Participation au comité de suivi de thèse de doctorat de Paco Milhiet. Thèse en cotutelle entre l'université de Polynésie française et l'Institut catholique de Paris, sur le sujet : « Géopolitique de l'Indo-Pacifique français au XXI<sup>e</sup> siècle : stratégie nationale et contextes ultramarins », 22 octobre 2020.



**François DELERUE**

- Présentation : « Cyberspace, cybersécurité : enjeux et défis du numérique », IHEDN, 1<sup>er</sup> cycle « Attachés du ministère des Armées », Paris, 5 octobre 2020.

- Publication : avec Aude Géry, « [A New UN Path to Cyber Stability](#) », Directions: Cyber Digital Europe, 6 octobre 2020.

- Publication du rapport *Cyber defence in the 5+5 area: prospects for cooperation*, préparé dans le cadre du CEMRES (5+5 Sahel) sous la direction du colonel João Manuel Assis Barbas (Portugal), octobre 2020.

- Participation aux « EU-Republic of Korea Cyber Consultations », co-organisées par EU Cyber Direct et le National Security Research Institute, en ligne, 6-7 octobre 2020.

- Présidence de la table ronde sur la cybercriminalité aux « EU-India Cyber Consultations », co-organisées par EU Cyber Direct et Observer Research Foundation, en ligne, 27-28 octobre 2020.

- Participation à l'atelier virtuel, « The Oxford Process on International Law Protections in Cyberspace: Protecting Elections from Foreign Cyber Interference » organisé par le Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict (ELAC) et parrainé par Microsoft, 20 octobre 2020.

- Signataire de *The Oxford Statement on International Law Protections against Foreign Electoral Interference through Digital Means*, octobre 2020.

- Participation au « Consultation on EU Cybersecurity Strategy 2020 », convened by the European External Action Service and the European Union Institute for Strategic Studies, en ligne, 29 octobre 2020.



**Amélie FÉREY**

- Podcast : « [Cibler n'est pas jouer](#) », Le Collimateur, 29 septembre 2020.

- Invitée à l'émission « Cosmopolitique » sur le thème « [Une nouvelle ère pour la politique étrangère d'Israël](#) », présentée par Anne-Laure Mahé, Fréquence protestante, 8 octobre 2020.

- Communication : « Les récits divergents du sionisme à l'écran. *Fauda* (2015, YES) et *Our Boys* (2019, HBO) », au colloque « Security TV Series: definitions, limits and

features of a genre », organisé dans le cadre du projet : « DEMOSERIES – Shaping Democratic Spaces: Security and TV series » soutenu par l'European Research Council (ERC Advanced Grant) et hébergé par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 9-10 octobre 2020.

- Présentation : « Qualifier le lawfare. Lawfare tactique et judiciaire dans le contexte israélo-palestinien », à la Journée d'étude [en ligne] « Lawfare et conflictualités », IRSEM/CERI/CRFJ, 19 octobre 2020.



**Pierre HAROCHE**

- Présentation sur l'Europe de la défense dans le cadre de la session IHEDN dédiée aux attachés du ministère des Armées, École militaire, Paris, 7 octobre 2020.



**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**

- Livre : *Les Opérations extérieures de la France*, co-dirigé avec Julian Fernandez, Paris, CNRS Éditions, octobre 2020, 335 p.

- Séminaire fermé IRSEM-CAPS sur la conflictualité hybride à la Fondation des Treilles, Tourtour (Var), 30 septembre – 3 octobre 2020.



**Christophe LAFAYE**

- Publication : « Les archives "construites" pour collecter, archiver et valoriser l'expérience combattante du XXI<sup>e</sup> siècle » in Délégation du patrimoine de l'armée de terre, *La Chouette Athéna et Clio : mélanges offerts au lieutenant-colonel Rémy Porte*, Paris, EcriTerre, 2020.

- Conception et organisation de la journée d'étude en ligne « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », 14 octobre 2020.

- Article : « [Il fallait avoir l'air propre sur les images](#) », *Politika* [en ligne], dossier « [Expériences combattantes en Afghanistan](#) » sous la dir. de Cloé Drieu, octobre 2020.



**Anne-Laure MAHÉ**

- Intervention à la table ronde « Les chercheurs et journalistes face au retour d'un terrain sensible », visio-conférence « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », IRSEM, 14 octobre 2020.

- Publication : « [Soudan : un an de transition entre espoir et crises](#) », Chaire Raoul-Dandurand, Université du Québec à Montréal, *Bulletin FrancoPaix*, vol. 5 n° 8, octobre 2020.



**Eveline MATHEY**

- Conférence sur les évolutions et transformations de l'OTAN, dans le cadre de la session IHEDN dédiée aux attachés du ministère des Armées, École militaire, Paris, 7 octobre 2020.



**Anne MUXEL**

- Publication : « Ok Boomer et ses suites politiques », dans Jean-François Marmion (dir.), *Psychologie de la connerie en politique*, Éditions Sciences humaines, octobre 2020.

- Article : « L'Union européenne et les jeunes. Regards croisés d'une sociologue et d'un cinéaste », *Ethnologie française*, n° 179, 2020/3, p. 575-580.

- Livre : avec Olivier Galland (dir.), *Radical Thought Among The Young: A Survey of French Lycée Students*, Brill, Leyde, octobre 2020, 232 p.

- Publication : « Crise d'identité », dans Jean Gayon *et al.*, *L'Identité. Dictionnaire encyclopédique*, Paris, Gallimard, coll. « Folio/Essais », 2020, p. 264-266.

- Ouverture et conclusion de la visio-conférence : « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », IRSEM, 14 octobre 2020.



**Florian OPILLARD**

- Intervention : « La militarisation des crises environnementales » à la conférence « [La prise en compte du chan-](#)

[gement climatique dans les armées françaises](#) » dans le cadre du Festival de géographie de Saint-Dié-des Vosges, 3 octobre 2020.

- Discutant à la table ronde « Ceux qu'on laisse – ceux qui restent », visio-conférence « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », IRSEM, 14 octobre 2020.



**Angélique PALLE**

- Intervention : « L'adaptation des militaires au changement climatique » à la conférence « [La prise en compte du changement climatique dans les armées françaises](#) » dans le cadre du Festival de géographie de Saint-Dié-des Vosges, 3 octobre 2020.



**Marianne PÉRON-DOISE**

- Présentation d'un projet de note de recherche sur le thème « La Sécurité maritime, les mers et les océans, nouveaux territoires des relations internationales et des études de sécurité », avec comme discutant Melissa Levallant (IHEDN) dans le cadre d'un séminaire de recherche IRSEM dirigé par Jean-Vincent Holeindre, 13 octobre 2020.

- Présidence de la conférence « Démographie, agriculture, énergie, technologie, à quelles conditions le Japon conservera-t-il son autonomie ? », organisée par Thomas Delage, rédacteur en chef de la revue *Diplomatie*, à la Maison de la culture du Japon à Paris, à l'occasion de la sortie du numéro spécial « Géopolitique du Japon (n° 56, printemps 2020), 15 octobre 2020.

- Interview pour l'émission « Culture Monde » sur le thème « Confrontations, négociations : se partager la Méditerranée », France Culture, 20 octobre 2020.



**Maud QUSSARD**

- Webminal « Together or Alone? Choices and Strategies for Transatlantic Relations for 2021 and Beyond - Discussing GMF's Transatlantic Task Force Policy Options », German Marshall Fund of the United States, 8 octobre 2020.

- Panel « Puissance » avec Marie-France Chatin, Jean-Baptiste Velut et Stéphane Taillat, « Trump et la fin du multilatéralisme : la question des alliances », dans le cadre de la journée d'étude « Le rêve américain à l'épreuve de Donald Trump », Université de Chicago à Paris, 16 octobre 2020.

- Publication : « Élection présidentielle et guerres de l'information numériques, quels dangers pour la démocratie américaine ? », *Diplomatie*, n° 106, novembre-décembre 2020, p. 80-84.

- Entretien avec Pierre Donadieu, « Trump et les leaders autoritaires », AFP, 14 octobre 2020.

- Entretien avec Frédéric Autran, « [Le retour au monde d'avant n'est pas possible](#) », *Libération*, 21 octobre 2020.



**Nicolas REGAUD**

- Intervention dans un webinar à la Berlin Climate Security Conference organisée par Clingendael Institute, sur le thème « How to convince the military community to engage in climate security ? », 29 septembre 2020.

- Intervention : « French Climate Security Policy – a National and International Agenda » au cours « Climate Change and Security », organisé par l'IHEDN et Adelphi, Collège européen de sécurité et de défense, Bruxelles, 7 octobre 2020.

- Communication : « France's Indo-Pacific Strategy and Avenues for Cooperation », au « Indonesia-France Seminar on the Indo-Pacific: Inclusive Strategy for Peace and Prosperity », Ifri, Paris, 23 octobre 2020.

- Publication : « [Du Pacific Fusion Centre à l'Indian Ocean Security Information Fusion Centre ?](#) », Brève stratégique n° 11, IRSEM, 29 octobre 2020 ; « [From the Pacific Fusion Center to the Security Information Fusion Center in the Indian Ocean?](#) », Strategic Brief No. 11, 30 octobre 2020.



**COL Stéphan SAMARAN**

- Publication : « [Le Tadjikistan : une exception ?](#) », Brève stratégique n° 10, IRSEM, 27 octobre 2020.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Direction et soutenance de mémoire de Master 2 de Adrien Valentin, *L'Indo-Pacifique et la diplomatie stratégique de l'Australie et de l'Inde*, MRIAIE, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, 5 octobre 2020.

- Jury soutenance du mémoire de 4<sup>e</sup> année IEP de Strasbourg de Léo Lebunetel, *Géostratégie en mer de Chine méridionale, Les enjeux sécuritaires de la politique de projection chinoise*, 5 octobre 2020.

- Pré-commission HDR de l'INALCO, 16 octobre 2020.

- Participation à une réunion du conseil scientifique avec les directeurs d'UMIFRE Asie (MFJ à Tokyo, CEFC à Hong Kong, IRASEC à Bangkok, CSH à New Dehli et IFP à Pondichéry), 26 octobre 2020.



**LT Camille TROTOUX**

- Intervention à la table ronde « Les militaires face au retour du combat », visio-conférence « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », IRSEM, 14 octobre 2020.



**Denis TULL**

- Interview dans [Norddeutscher Rundfunk](#) sur la reconstruction de l'armée malienne, 3 octobre 2020.

- Modération du débat « 1000 pièces : la gestion des conflits au Sahel », Working Group on Peace and Development (FriEnt), 6 octobre 2020.

- Audition devant le groupe de coordination sur le Sahel du groupe parlementaire social-démocrate (SPD), Berlin, 8 octobre 2020.



**Océane ZUBELDIA**

- Article : « Le Japon, une puissance technologique spatiale ? Ambitions et capacités », *Diplomatie*, Les Grands Dossiers, n° 58, octobre 2020.

- Article : « L'élargissement du spectre d'emploi des drones : des progrès technologiques aux conflits futurs », *Conflits*, hors-série n° 11, « Comment dominer le ciel de demain ? », octobre 2020.

- Interview : *Journal de la Défense* (JDEF), « Drones militaires : la nouvelle ère », première diffusion sur la chaîne de télévision LCP, 25 octobre 2020.

**ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS**



**Raphaëlle KHAN**

- **Publication** : « [L'Inde, la souveraineté et la Responsabilité de protéger](#) », Note de recherche n° 106, IRSEM, 14 octobre 2020.



**Yvan LLEDO-FERRER**

- Publication : avec Jan-Hendrik Dietrich, « Intelligence and Europe, beyond mutual neglect », et « Building a European intelligence community », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, sous la dir. de Yvan Lledo-Ferrer et Jan-Hendrik Dietrich, 33:3, été 2020, p. 437-439 et p. 440-451.



**Carine MONTEIRO DA SILVA**

- Présentation du projet d'article : « Éléments de réflexion sur la "guerre du droit" : une vision chinoise du lawfare ? » et discussion du papier d'Adrien Estève : « Du contentieux écologique au "lawfare" climatique ? Les usages protestataires des normes environnementales contre le secteur de la défense aux États-Unis », à la journée d'étude « Lawfare et conflictualités » en visio-conférence, organisée par Amélie Férey, Julien Ancelin et Sébastien-Yves Laurent, 19 octobre 2020.



**Damien VAN PUYVELDE**

- Conférence (en ligne) : « La notion de culture analytique », *Les mardis du renseignement : séminaire en hommage à l'amiral Lacoste*, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 6 octobre 2020.

- Évaluateur externe : Commission européenne, Agence exécutive pour la recherche, Programme de financement Horizon 2020.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

### ÉTATS-UNIS

#### LES ÉTATS-UNIS ET LE MOYEN-ORIENT (DÉSENGAGEMENT OU QUESTION IRANIENNE)

**John B. ALTERMAN**, « [Stumbling Out of the Middle East is No Better Than Stumbling In](#) », *Defense One*, 15 septembre 2020.

Dans cet article publié par *Defense One* puis rediffusé par le CSIS, institut pour lequel il dirige le programme Moyen-Orient, John B. Alterman démontre les conséquences néfastes et coûteuses d'un retrait américain du Moyen-Orient. Il reconnaît que les « guerres longues », devenues aujourd'hui des « guerres éternelles » (*endless wars*) dans la rhétorique stratégique, poussent les décideurs américains à se désintéresser du Moyen-Orient et à s'en désengager dans le but de mettre fin aux échecs répétés. En effet, aucun des objectifs américains n'a véritablement été atteint : l'Iran représente toujours une menace quant à la prolifération nucléaire, les groupes terroristes résistent à la guerre qui est menée contre eux, la question palestinienne est loin d'être résolue et l'Irak reste un pays fragile (loin d'être une exception dans la région).

Néanmoins, les pays du Golfe demeurent favorables à un fort engagement américain comme le démontrent les récents accords Abraham signés le 15 septembre dernier. Un retrait américain bouleverserait l'ordre régional et obligerait chaque acteur à revoir sa stratégie vis-à-vis des équilibres de puissance régionaux. Selon John B. Alterman, d'un côté l'Iran renforcerait le rôle de ses milices au Liban et au Yémen tandis que les pays du Golfe, inquiets pour leur sécurité, augmenteraient leurs dépenses militaires.

Cette course aux armements et cette radicalisation des antagonismes vont sûrement accentuer les « conflits de proxies » (*proxy wars*) entre acteurs sunnites et chiites à même de déstabiliser toute la région. De plus ces États, en l'absence de présence américaine, pourraient rechercher le soutien d'autres compétiteurs stratégiques comme la Russie et la Chine. John B. Alterman estime que la Russie devrait tirer profit d'« États clients » dans le but d'avoir des bénéfices commerciaux de court terme, tandis que la Chine aurait intérêt à développer les infrastructures commerciales dans la région pour pérenniser son approvisionnement en énergie. Une mainmise chinoise sur les ressources énergétiques du Moyen-Orient serait une

menace existentielle pour les autres États asiatiques qui pourraient alors être obligés de se rapprocher de leur voisin chinois aux dépens de la protection américaine. Un retrait américain bénéficierait donc aux adversaires stratégiques chinois et russes et nuirait aux États-Unis.

À l'inverse, ces derniers doivent repenser leur approche en développant des liens économiques et éducatifs et en s'engageant diplomatiquement pour développer des coopérations régionales. John B. Alterman affirme que le Moyen-Orient continuera à représenter un enjeu important pour la sécurité américaine (contre-terrorisme, prolifération nucléaire, équilibre des marchés de l'énergie, prédation des compétiteurs stratégiques) et l'abandonner serait une décision stratégique hautement préjudiciable à éviter absolument.

### LES GUERRES HYBRIDES

**Anthony H. CORDESMAN**, « [The Real World Capabilities of ISIS: the Threat Continues](#) », CSIS, 9 septembre 2020.

Il aura fallu plusieurs années aux principales puissances occidentales pour tenter de venir à bout du terrorisme en Syrie et en Irak. L'adaptation des capacités de Daech explique la défaite préalablement subie par les forces alliées. Les mutations de ce mouvement global ont conduit à de multiples pertes militaires côté américain et continuent de générer de nombreux défis sécuritaires depuis les attentats du 11 septembre 2001. Selon cette analyse du CSIS, les succès tactiques remportés contre Al-Qaïda et Daech ne marquent pas pour autant la fin de l'évolution du terrorisme.

En effet, les nouvelles technologies, les moyens de communication – avec les réseaux sociaux notamment – ont altéré les dynamiques militaires. Selon Anthony H. Cordesman, il y a là nécessité de faire un travail de fond considérable afin d'instaurer une politique stable et fonctionnelle dans les États concernés par les complots extrémistes. Daech n'est pas encore vaincu, malgré le retrait progressif des troupes américaines de la région. Ses formes continuent de se multiplier et ses réseaux de s'étendre. En Syrie par exemple, l'organisation profite du chaos provoqué par la percée turque contre les Kurdes en octobre 2019. En Iraq, la paralysie politique régnante – couplée à des manifestations massives prenant place au sein des réseaux urbains – est favorable à une réaffirmation de l'État islamique.

L'inaction générale due à la Covid-19 a facilité la stagnation économique, diplomatique et sociale ; autant d'éléments qui profitent aux mouvances islamiques extrémistes. Groupe disparate et hétérogène, Daech est capable de s'autofinancer et de promouvoir un recrutement permanent. Pour ses capacités, le terrorisme islamique est considéré comme hybride, en perpétuel renouvellement de ses membres, de ses actions et de ses formes. Selon le CSIS, la guerre hybride doit s'attaquer en priorité aux causes de prolifération du terrorisme, à savoir aux défaillances étatiques. Les divisions sectaires alimentent par exemple considérablement la résilience aux nouvelles formes hybrides du terrorisme. La résolution de ces enjeux devrait être la priorité du commandement militaire américain.

### L'AVENIR DE LA RELATION TRANSATLANTIQUE

**David MCKEAN et Bart M. J. SZEWCZYK**, « [The World Still Needs a United West](#) », *Foreign Affairs*, 17 septembre 2020

La relation transatlantique a largement souffert du premier mandat Trump, et lorsque ce dernier a qualifié l'Europe « d'ennemie », on était bien loin de l'esprit presque fraternel qui régnait lors de l'établissement de la *Charte de l'Atlantique* en 1941 entre Churchill et Roosevelt. Dans leur article, les deux auteurs du German Marshall Fund, David McKean et Bart M. J. Szewczyk font état du délabrement de la relation transatlantique et de la nécessité hautement stratégique de revitaliser cette dernière. Si les regards se tournent de plus en plus vers le géant chinois, les États européens et les États-Unis représentent encore plus de la moitié des revenus mondiaux et des dépenses militaires.

Alors que Trump a remis en cause l'existence même de l'Alliance atlantique, les Européens reprennent espoir en la réalisation d'une alliance post-Trump que Biden pourrait incarner, il considère en effet que l'Europe est « un partenaire indispensable de premier recours ». Face à l'hostilité assumée de Trump, les Européens ont perdu confiance en leur allié américain et expriment une volonté d'autonomie stratégique. S'il est élu, Joe Biden, en accord avec son discours pro-démocratie, devrait accorder une réelle attention à l'Europe afin de renouer les liens. Symboliquement, il a annoncé que les dirigeants européens seraient les premiers qu'il appellerait en cas de victoire. David McKean et Bart M. J. Szewczyk affirment qu'il est presque impossible pour les États-Unis d'accomplir leurs objectifs de politique étrangère sans le concours de l'Europe, tandis que cette

dernière a toujours besoin du soutien et de la puissance militaire américaine assurée par l'OTAN (par exemple en Afrique du Nord et au Moyen-Orient).

Pour parer au déclin de l'Alliance atlantique qui affaiblit à la fois l'Europe, les États-Unis et la prospérité de l'ordre libéral international que ces puissances incarnent, une nouvelle charte de l'Atlantique répondant mieux aux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle pourrait être rédigée. Une telle action permettrait la mise en place de nouvelles structures avec, par exemple, un *Transatlantic Strategic Partnership Agreement* afin de revigorer l'Alliance. De nouvelles institutions pourraient également voir le jour avec un Conseil de coopération transatlantique qui faciliterait les communications intergouvernementales et permettrait ainsi de coordonner les stratégies pour faire face aux nouveaux enjeux communs : le désordre du cyberspace, le dérèglement climatique, la compétition stratégique de la Chine et la rivalité systémique avec la Russie. Ainsi, selon les experts du German Marshall Funds, l'Europe, les États-Unis et l'ordre mondial dans sa globalité ont véritablement besoin d'un renouveau de l'Alliance atlantique.

**Valentin VIGILANT et Philippine RAPHANAUD**  
*Assistants de recherche*

## ÉTHIQUE DE LA GUERRE

**Adrien ESTÈVE**, « [Penser la protection de l'environnement en temps de guerre : les apports de la tradition de la guerre juste](#) », *Raisons politiques*, n° 77, 2020/1, p. 55-65.

**Josh MILBURN et Sarah VAN GOOZEN**, « *Counting animals in war: First steps towards an inclusive just-war theory* », *Social theory and practice*, à paraître.

**Ariel COLONOMOS**, *Un prix à la vie. Le défi politique de la juste mesure*, PUF, 2020.

L'environnement, les animaux et les robots : ces trois entités non humaines suscitent de vifs débats en philosophie morale ces dernières années, s'inscrivant dans un grand mouvement de décentrement de l'éthique et d'élargissement de nos horizons moraux au-delà de l'humanisme classique. L'éthique de la guerre n'échappe pas à cette tendance ; longtemps étudiée dans une perspective anthropocentrée, cette branche de l'éthique appliquée s'ouvre aujourd'hui à de nouvelles approches, comme l'illustrent ces récentes publications.

Dans la revue *Raisons politiques*, Adrien Estève se fonde sur la tradition de la guerre juste et ses auteurs canoniques pour justifier d'un point de vue moral la protec-

tion de l'environnement en temps de guerre, dans le cadre du *jus in bello*. D'une part, le critère de distinction permet d'octroyer une immunité morale aux ressources naturelles essentielles à la survie des populations civiles, considérées comme innocentes et vulnérables. D'autre part, le critère de proportionnalité pose que certains comportements guerriers ou armes peuvent avoir des conséquences tellement dévastatrices, y compris pour les écosystèmes, qu'ils en deviennent illégitimes. À la suite de la guerre du Vietnam, le terme d'*écocide* a ainsi été forgé pour désigner une destruction massive de l'environnement avec des effets étendus et de longue durée. Pour compléter ces deux arguments conséquentialistes, l'auteur propose de puiser dans la tradition de l'éthique des vertus, qui valorise la tempérance et la prudence du soldat, et le positionne dans une attitude morale de « gardien du vivant ».

Les philosophes Josh Milburn et Sarah Van Goozen s'intéressent pour leur part à la place des animaux dans les conflits armés. Dans un article à paraître dans la revue *Social theory and practice*, ils s'interrogent sur quels types et quelle quantité de dommages peuvent être légitimement causés aux animaux dans la poursuite de la victoire. Les deux auteurs proposent d'inclure ces dommages dans les calculs de proportionnalité et dans l'évaluation de la nécessité d'une action guerrière. En tant qu'êtres sensibles, les intérêts des animaux à vivre et à ne pas souffrir doivent être pris en compte dans l'estimation des coûts des activités militaires. Toute la difficulté est alors de réussir à définir des équivalences de valeur entre vies humaines et vies animales. Milburn et Van Goozen défendent l'idée que celles-ci sont en principe comparables, c'est-à-dire que la force des intérêts des animaux pour une vie continue peut être comparée à la force des intérêts des humains pour le même bien. Ils appellent donc au développement de barèmes de valeurs, calculés en tenant compte du niveau de personnalité des différents animaux et de la quantité de bien qui peut être attendue dans leur vie. Le comptage des animaux en temps de guerre pourrait ainsi suggérer des changements tactiques, en rendant les actions parfois plus difficiles à justifier, mais également parfois plus faciles.

Enfin, dans une réflexion davantage prospective, Ariel Colonomos s'interroge dans son dernier ouvrage intitulé *Un prix à la vie* sur l'éventualité d'accorder une valeur à la vie des robots du futur. Avec les progrès de l'IA, il est possible que les machines acquièrent un jour une forme de sensibilité et des capacités réflexives. Serait-il alors encore légitime de traiter les robots militaires comme des objets purement fonctionnels et dispensables, ou devrions-nous leur accorder un statut moral ? Plus radical encore, si

ces robots atteignent un niveau avancé de métacognition, ils pourraient concevoir leurs propres règles de la guerre, avec leurs propres codes de valorisation des vies humaines et non humaines ; le prix de la vie des hommes s'en trouverait alors altéré.

**Romain DOUILLARD**  
*Assistant de recherche*

## RELATIONS INTERNATIONALES

**Joshua ITZKOWITZ SHIFRINSON**, « [Partnership or Predation? How Rising States Contend with Declining Great Powers](#) », *International Security*, 45:1, juillet 2020, p. 90-126.

Dans un article paru cet été dans la revue *International Security*, Joshua Itzkowitz Shifrinson s'attaque à la croyance répandue dans le champ savant des Relations internationales selon laquelle les puissances émergentes menacent les grandes puissances déclinantes. En réalité, considère-t-il, les premières peuvent être amenées à coopérer, voire à agir en faveur des secondes. En dernière analyse, de tels positionnements dépendent de calculs stratégiques que l'auteur s'attache à identifier. Un rapprochement de la puissance émergente vers la grande puissance déclinante a tendance à s'observer lorsque, toutes choses égales par ailleurs, la dernière peut être utile face à la menace sécuritaire provenant d'autres grandes puissances. Mais lorsqu'une puissance émergente ne peut s'appuyer ainsi sur une grande puissance déclinante, elle a toutes les chances de se comporter en prédateur. En l'occurrence, l'étendue des moyens engagés dans la stratégie de prédation varie en fonction des capacités militaires de la puissance déclinante : plus celles-ci sont importantes, moins la puissance émergente sera entreprenante vis-à-vis d'elle. Empiriquement, l'article repose sur une analyse des stratégies adoptées par les deux puissances considérées comme émergentes qu'étaient, après 1945, les États-Unis et l'Union soviétique face à la puissance britannique déclinante ; de même pour les États-Unis face à l'Union soviétique déclinante à la fin de la guerre froide.

**Élie BARANETS**  
*Chercheur Sécurité internationale*

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



**Stéphane AUDOIN-ROUZEAU**, *C'est la guerre. Petits sujets sur la violence du fait guerrier (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)*, Éditions du Félin, 2020, 266 p.

La lettre d'un homme décrivant à sa femme ce qu'il reste de leur maison après qu'elle fut rasée par l'artillerie allemande ; la canne sculptée par le Poilu Claude Burloux dans la boue d'une tranchée ; le combat de la veuve Maupas pour la réhabilitation de son mari ou encore la présence de la délégation des gueules cassées à Versailles en 1919 sont autant de « petits sujets sur la violence du fait guerrier » présentés par l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau dans son ouvrage *C'est la guerre. Petits sujets sur la violence du fait guerrier (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)*, publié aux éditions du Félin.

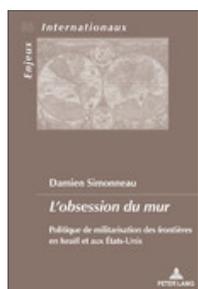
Cet universitaire, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et président du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre, aime la micro-histoire, le temps court, l'incident, l'objet isolé ou l'image unique, qui permettent de comprendre l'individu dans toute sa singularité. Auteur – entre autres – de *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)* (Seuil, 2008) et de l'émouvant *Quelle histoire. Un récit de filiation (1914-2014)* (Hachette, 2015) – qui ouvre de solides perspectives d'études historiques sur l'importance de la transmission des événements traumatiques au sein des familles –, Stéphane Audoin-Rouzeau nous donne à découvrir des textes méconnus, illustrant deux décennies de travaux. Ils proviennent d'ouvrages collectifs, d'actes de colloques, de revues (parfois obscures et disparues) ; d'autres encore n'avaient jamais été publiés, ayant fait l'objet d'une communication seulement orale.

Cet ouvrage occupe une place singulière dans le parcours de recherche du chercheur : « Disons que j'ai éprouvé le besoin de regarder un peu en arrière, en reprenant ce que j'avais pu écrire, de manière dispersée, au cours d'une vingtaine d'années de recherche, sur le "fait guerrier", depuis la guerre de 1870-1871 jusqu'à des épisodes très contemporains comme les attentats du 13 novembre 2015 », souligne Stéphane Audoin-Rouzeau. « L'idée était surtout d'offrir au lecteur des contributions à l'échelle "micro", en considérant que c'était là l'échelle où, en tant qu'historien, j'avais écrit les textes les plus pertinents. Il y

a donc une proposition un peu cachée dans le livre : face à l'immensité de l'objet "guerre", presque impossible à saisir dans sa globalité, c'est encore à l'échelle micro, "au ras du sol" en quelque sorte, que l'on crée les effets de connaissance et d'intelligibilité les plus nets. »

Un ouvrage très intéressant pour tous les chercheurs s'intéressant à l'anthropologie historique de la guerre. Son style précis et puissant embarque le lecteur sur les traces des violences de guerre, si présentes encore dans notre XXI<sup>e</sup> siècle et qui questionnent notre humanité.

**Christophe LAFAYE**  
*Chercheur Défense et société*



**Damien SIMONNEAU, L'Obsession du mur. Politique de militarisation des frontières en Israël et aux États-Unis, Peter Lang, 2020, 422 p.**

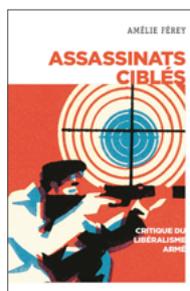
Trente ans après la chute du mur de Berlin, les murs de séparation aux frontières se multiplient aujourd'hui partout dans le monde. C'est ce constat d'un « nouvel emmurement du monde » qui sert de point de départ au livre de Damien Simonneau, chercheur en science politique à l'Université Saint Louis Bruxelles. Dans *L'Obsession du mur*, ouvrage issu de sa thèse de doctorat, l'auteur s'intéresse en particulier aux politiques de militarisation des frontières aux États-Unis et en Israël, en étudiant les processus de mobilisation des coalitions pro-barrière, autour de l'érection de la « barrière de sécurité » en Cisjordanie au début des années 2000, et de la consolidation de la « barrière frontalière » avec le Mexique en Arizona, au début des années 2010.

Le questionnement de cette recherche part d'un paradoxe : le consensus politique et sociétal en faveur du mur domine dans ces deux systèmes politiques, et ce malgré son efficacité tout à fait discutable. Au-delà de la fonction sécuritaire affichée (lutte contre le terrorisme, la contrebande, les agressions), l'auteur met en lumière la fonction symbolique de ces barrières. Elles procéderaient avant tout d'une théâtralité politique, qui met en scène l'ordre par la séparation physique, afin de rassurer le citoyen angoissé dans un monde chaotique jugé rempli de dangers. D'inspiration constructiviste, ce travail s'inscrit dans la perspective des études critiques de sécurité, cherchant à montrer comment les mobilités sont construites comme des risques à « sécuriser », à travers les discours et les pratiques d'acteurs hétérogènes aux agendas variés (milices, professionnels de la sécurité, politiciens, acteurs économiques, mouvements nativistes...), qui se mobilisent au sein de coa-

litions pro-barrière pour diffuser leur récit et faire pression sur les législateurs et les politiques afin d'imposer une gestion militarisée des frontières. Malgré les spécificités culturelles et politiques propres à chaque État, l'auteur identifie un schéma d'action commun à ces différentes coalitions, composé de trois moments structurants. La première étape consiste à coder les mobilités à la frontière en enjeux problématiques, de nature sécuritaire, identitaire ou politique. Dans un deuxième temps, il s'agit de mobiliser une expertise militaire et policière pour présenter la militarisation de la frontière comme la meilleure solution technique à ces problèmes, et légitimer le recours à la barrière. Enfin, c'est la diffusion du récit pro-barrière dans les arènes parlementaires, juridiques et médiatiques et l'organisation d'actions symboliques pour promouvoir la cause.

Plus largement, Damien Simonneau interroge ici la place du militaire dans la gestion de la nature problématique de la présence de l'étranger dans nos sociétés et plaide en conclusion pour une démocratisation de la frontière comme institution politique, contre sa prise en charge par le militaire. Résultant de dizaines d'entretiens effectués avec les acteurs concernés, ce travail apporte un éclairage sociologique important sur le processus de construction sociale des risques à la frontière en dévoilant les ressorts politiques, idéologiques et économiques multiples qui participent à la diffusion d'un sens commun sécuritaire dans ces sociétés.

**Romain DOUILLARD**  
*Assistant de recherche*



**Amélie FÉREY, Assassinats ciblés. Critique du libéralisme armé, CNRS Éditions, 2020, 368 p.**

De l'élimination spectaculaire de Ben Laden par les forces spéciales américaines au Pakistan à l'exécution récente du général iranien Soleimani par un drone américain, le phénomène des assassinats ciblés occupe régulièrement le devant de l'actualité internationale ces dernières années. Désignant l'utilisation de la force létale par un État dans le but de tuer individuellement des personnes qui ne se trouvent pas sous sa garde et représentent une menace pour la sécurité nationale, cette pratique s'est banalisée à partir du début des années 2000, dans le contexte de guerre contre le terrorisme.

Dans *Assassinats ciblés*, [Amélie Férey](#) étudie les politiques d'assassinats ciblés menées par Israël et les États-Unis au Moyen-Orient depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Chercheuse en science politique à Sciences Po (CERI) et à l'IRSEM, l'auteure analyse les logiques de justification et les stratégies discursives déployées par les États américains et israéliens pour légitimer cette pratique auprès de leurs opinions publiques et de la communauté internationale. À travers cette étude, il s'agit d'interroger le processus de reformulation de la notion de violence légitime en démocratie libérale, dans un cadre de lutte contre le terrorisme globalisé. Amélie Férey dresse le portrait d'un « libéralisme armé », dont le socle de justification repose sur quatre formes de légitimité. Le recours à la légitimité traditionnelle consiste à inscrire cette pratique dans une continuité historique afin de minorer la nouveauté et l'inscrire dans une chaîne de légitimité. La convocation du droit international humanitaire vise à doter ces politiques d'une légitimité formelle, quitte à reformuler celui-ci dans un sens qui sert avant tout les intérêts de ces États. La rhétorique de l'efficacité met en avant une légitimité conséquentialiste, présentant les assassinats ciblés comme le moyen le plus performant pour garantir la sécurité nationale et vaincre les organisations terroristes. Enfin, la légitimité substantielle atteste de la conformité de la pratique avec les valeurs fondatrices des démocraties libérales.

L'originalité de ce travail réside dans sa double entrée, alliant conjointement démarche descriptive et approche normative. L'auteure ne se contente pas d'exposer les registres de justification des États concernés, elle les dissèque, les interroge et les fragilise, pointant leurs faiblesses argumentatives, contradictions et écarts avec la réalité. Sa position a le mérite de la nuance ; se refusant à rejeter en bloc le libéralisme comme idéologie des puissants, elle en formule une critique interne, prenant au sérieux les promesses originelles du projet libéral. Sa déviation à des fins impérialistes n'en disqualifie pas les fondements ; elle doit au contraire nous inciter à d'autant plus de vigilance à l'égard de ses valeurs revendiquées. À travers l'exemple des assassinats ciblés, c'est finalement l'éternelle question du rapport entre morale et politique qu'explore brillamment Amélie Férey dans cet ouvrage passionnant.

**Romain DOUILLARD**  
*Assistant de recherche*



**Delphine DESCHAUX-DUTARD (dir.),**  
*Research Methods in Defence Studies. A Multidisciplinary Overview*, Routledge, 2020, 242 p.

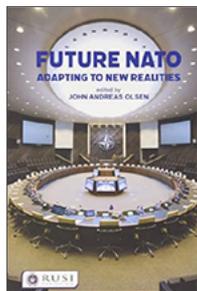
Ces dernières décennies, le champ des *defence studies* s'est considérablement développé dans la recherche en sciences sociales. Avec la montée du terrorisme globalisé, le retour de l'usage de la force dans les relations internationales en période d'après-guerre froide et la technologisation croissante des conflits, la recherche académique sur les questions de défense a pris une importance décisive. Toutefois, il existe encore peu de travaux consacrés spécifiquement à la méthodologie de ce domaine d'études. C'est ce vide théorique que propose de combler l'ouvrage collectif *Research Methods in Defence Studies*, dirigé par Delphine Deschaux-Dutard.

S'inscrivant dans une perspective interdisciplinaire, il rassemble les contributions de chercheurs français et allemands venant d'horizons variés : géographes, juristes, historiens, sociologues, politologues. Tous travaillent dans le domaine des *defence studies*, défini en introduction comme « le champ pluridisciplinaire étudiant la manière dont des agents, principalement les États, se préparent pour les conflits armés, s'y engagent ou s'efforcent de les éviter ». Le problème de l'accès aux sources est l'une des questions centrales de l'ouvrage. Comment le chercheur doit-il procéder pour aborder un terrain aussi sensible, dont les enjeux relèvent de la sécurité nationale ? Les auteurs insistent sur l'importance de se fondre dans le paysage militaire, en apprenant à maîtriser sa culture, ses codes et son langage, afin de gagner progressivement la confiance de ses acteurs. Cependant, cette stratégie d'entrisme soulève une autre difficulté, qui survient au moment de la publication des résultats de la recherche. Comment exposer publiquement ses travaux si l'autorisation de l'institution est requise, et comment garantir que celle-ci ne laisse pas uniquement filtrer des informations qui vont dans son intérêt ? D'où l'importance d'un questionnement méthodologique réflexif sur le type de méthodes le mieux adapté à chaque terrain.

Les méthodes qualitatives et quantitatives sont ici considérées à égale mesure, pesant les avantages et les inconvénients de chacune. La méthodologie qualitative, comprenant les entretiens semi-directifs, l'observation participante et l'ethnographie permettent au chercheur d'obtenir des informations de première main et offrent un accès direct aux représentations et pratiques des acteurs

militaires. De l'autre côté, les méthodes quantitatives permettent de travailler sur des panels plus larges, mais l'accès aux données y est plus délicat. Les contributions mettent enfin largement l'accent sur l'importance significative prise par la digitalisation des données, impactant la recherche à un double niveau. D'un côté, les armées produisent de plus en plus de données numériques, de l'autre la digitalisation et la prolifération des *data* influencent la manière dont les chercheurs produisent leurs propres données, et exigent donc une réflexivité critique.

**Romain DOUILLARD**  
*Assistant de recherche*



**John Andreas OLSEN (ed.), *Future NATO: Adapting to New Realities*, RUSI – Whitehall Paper 95, Routledge, 2020, 160 p.**

*This informative and timely publication by RUSI is the third of a series of research, security and defense presentations known as the RUSI's Whitehall Papers. They have been issued over the*

*last three years and are dealing with NATO's core activities. The first two issues focused in 2017 on revitalizing collective defense in the North Atlantic and in 2018 on deterrence, defense and dialogue in Northern Europe's security. Both papers were publicized at seminars in 25 countries.*

*This third pillar of the trilogy adopts a wider perspective on challenges NATO has to meet to enhance its ability to deal with current and future issues in a changing world. Fifteen contributors coming from diversified backgrounds and with experiences in research, security, defense and diplomacy have contributed to this essay, thus offering a multifaceted and valuable approach to the reality of the pact of solidarity, the culture of readiness and the need to adapt warfighting capabilities based on political and strategic cohesion.*

*The real added value of this book lies in the selection of topics of strategic interest made by the authors who have a genuine in-depth knowledge of and experience in the working of the Organization and the position of the member states in an environment of greater power competition.*

*It addresses issues such as enduring relevance, permanent deterrence and US presence in Europe, partnerships, the evolution of the Russian threat, China's challenge, NATO's Southern flank, NATO's maritime domain, maintaining*

*NATO's technological edge, nuclear posture and arms control, and it concludes with the need for the Alliance to further adapt.*

*The study unfolds like a multi-pronged roadmap for action. It lays out achievable objectives aimed at concretely stymying the consequences of major strategic developments at the global scale. It envisions ways to contribute to re-energize transatlantic co-operation, expand EU defense capabilities, enhance awareness of how authoritarian powers with strategic ambition challenge and undermine the values at the core of NATO's existence such as freedom, human rights, and democracy. It incentivizes nations to pursue capabilities' modernization, including disruptive innovation. It calls for fostering resilience to disinformation, malicious cyber-activities and hybrid threats. It underlines without complacency the pursuit of greater dominance at sea by Russia and China and advocates for upholding freedom of navigation and enhancing dialogue with Partners from the Asia Pacific region. In an evolving global power structure, it suggests to think about the type of arms control and confidence building framework best suited to reduce military instability.*

*This up-to-date 145-page study, recommended by the German minister of Defense, comes at a very timely moment, when NATO's secretary general has appointed a group of experts as part of a forward-looking reflection process to make recommendations to reinforce the Alliance unity, increase political consultation and coordination between allies and strengthen NATO's political role. It is also about enhancing NATO's ability to deal with current and future challenges.*

**Eveline MATHEY**  
*Chercheuse Organisations multilatérales de sécurité*

**À VENIR**

**5 novembre : Colloque [en ligne] « Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance ».** [Inscription obligatoire.](#)



Le 5 novembre 2020 aura lieu à l'École militaire un colloque international intitulé « Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance ». Ce colloque international, organisé en partenariat avec l'Institut des Amériques, la radio RFI et le magazine *Diplomatie*, réunira des experts français et nord-américains. À l'issue des élections présidentielles du 3 novembre d'ores et déjà qualifiées d'historiques, cet événement présentera des regards transatlantiques croisés sur la place des États-Unis dans un ordre mondial en plein renouvellement. La conférence sera constituée de 6 panels de 45 minutes chacun, qui aborderont les orientations de la politique étrangère dans une Amérique en crise. Seconde catastrophe majeure du XXI<sup>e</sup> siècle après les attentats du 11 septembre 2001, la pandémie de Covid-19 cristallise les crises du multilatéralisme caractéristiques de l'ère Trump et de sa politique étrangère, marquée du sceau de l'*America First*. En peine pour réinventer les déterminants de sa puissance face au « chaos stratégique » de l'ordre international du XXI<sup>e</sup> siècle et aux nouvelles compétitions de puissance, marquées par la course aux nouvelles technologies et à l'intelligence artificielle (IA) entre la Chine et la Russie, les États-Unis de Donald Trump ont privilégié le repli, le mini-latéralisme et l'isolement. L'Amérique « trumpienne » ne fait plus désormais figure de modèle démocratique et semble avoir laissé la place au vide stratégique tant convoité par ses compétiteurs, au premier rang desquels la Chine de Xi Jinping, avide de supplanter le « rêve américain » et de proposer aux petites et moyennes puis-

sances le « rêve chinois ». S'agit-il d'un accident de l'histoire lié aux choix de l'exécutif ou bien de la chronique d'une mort annoncée de manière cyclique, celle de l'hégémonie américaine ? De quelles marges de manœuvre les autres acteurs de la politique étrangère américaine, Congrès, département d'État, Pentagone ont-ils disposé pour tenter de maintenir ou non les alliances comme un des principaux atouts de la puissance américaine. À l'heure où les alliés traditionnels de l'Amérique se préparent à ce que « le trumpisme survive à Trump », ce colloque international tentera, à travers les discussions, les analystes, politistes ou historiens, experts de think tanks américains, européens ou transatlantiques, d'apporter des perspectives transatlantiques croisées sur l'avenir de la puissance américaine après 2020.

[Lire le cadrage scientifique.](#)



En kiosque le 2 novembre, le n° 106 de *Diplomatie*, avec une rubrique consacrée aux États-Unis et à l'élection présidentielle, en collaboration avec l'IRSEM.

**À PARAÎTRE**

**13 janvier 2021 : Céline MARANGÉ et Maud QUESSARD (dir.), *Les Guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 450 p.**



Depuis la révolution numérique, les conflits géopolitiques se déploient dans des espaces virtuels dont la nature est en constante évolution. Qu'ils soient démocratiques ou autoritaires, les États adaptent leur stratégie de puissance de façon à mieux maîtriser les effets de la propagation instantanée de l'information, ainsi que ses nouvelles possibilités de manipulation. Certains utilisent le cyber et les médias pour porter atteinte à la souveraineté de leurs adversaires et perturber le fonctionnement de leur société et de leurs infrastructures de défense.

Cet ouvrage étudie les trois dimensions qui caractérisent les guerres de l'information. Il explore le fonctionnement technique des conflits informationnels (couches basses de l'Internet, ciblage et amplification). Il examine ensuite

les stratégies de plusieurs acteurs-clés de la scène internationale (Chine, Russie, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon), mais aussi d'États pivots (Iran, Israël) et de pays relativement isolés (Corée du Nord, Qatar).

Enfin, il s'interroge sur les réponses juridiques et institutionnelles apportées pour répondre à la désinformation et réguler ces nouveaux espaces de conflictualité.

Outre les deux éditrices scientifiques, [Céline Marangé](#) (ancienne chercheuse à l'IRSEM, actuellement chercheuse au Service historique de la défense) et [Maud Quessard](#) (directrice du domaine « Espace euratlantique - Russie »), plusieurs chercheurs de l'IRSEM ont contribué à cet ouvrage :

Maxime Audinet (chercheur Russie) et Céline Marangé : « La Russie : "l'espace informationnel" comme terrain de conflictualité ».

[Paul Charon](#) (directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » à l'IRSEM) : focus « Taïwan : laboratoire des manipulations de l'information chinoise ».

[Fatiha Dazi-Héni](#) (chercheuse Golfe – Moyen-Orient) : « Les monarchies du Golfe : les guerres de l'information dans la crise de juin 2017 ».

[François Delerue](#) (chercheur Cyberdéfense et droit international) : « Menaces numériques en période électorale ».

[Amélie Férey](#) (chercheuse post-doctorante sur la philosophie et l'éthique de la guerre) : « Israël : de la hasbara à la guerre cognitive ».

[Éric Gomez](#) (chercheur associé IRSEM) : 2 focus : « Le ciblage dans le militaire » et « La guerre électronique ».

[Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) (directeur de l'IRSEM) : préface et « Panorama des mesures prises contre les manipulations de l'information ».

[Marianne Péron-Doise](#) (chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes) : « Corée du Nord : la stratégie informationnelle de Kim Jong-un ».